

[Text]

I'd like to draw your attention at this time to page 16, the actual tables. I think it's very important to look at these tables visually, to get a real comprehension of the type of programs that are being eliminated. In the first table, on average capital costs, you have non-profit, urban, native RNH. You're looking at \$86 million, \$83.4 million, and \$98.2 million. Those three columns are effectively gone. What you have is \$102.7 million for on reserve. They also receive \$131 million in capital grants, plus \$65 million for servicing, for a total of approximately \$300 million for on-reserve aboriginal people.

The same is repeated in the following RRAP commitments. On-reserve is the only table that's going to be left. The other four are gone as of the end of this year.

• 0945

What is important to note about this is that the finance minister, the Hon. Don Mazankowski, talked about eliminating these programs because of the long-term financial implications. These are all short-term financing in the form of loans, with a very, very small percentage being in grant form.

The same again for the next table. The only one that's left is the on-reserve. The rest are eliminated.

It's very important to see the sheer numbers of programs and dollars that are going to be gone out of the program and out of the Canadian economy at this time.

Needless to say, this is devastating to us, and completely unacceptable. We want your support to change this circumstance. We believe the outright termination of these programs without any kind of replacement will not be beneficial to us or to the economy. The measures are regressive.

Without a program to continue meeting the needs of our people and to many others who are in similar circumstances, there will be very real negative social impacts. We predict that before long there will be many new families ending up in the severe conditions that brought these programs about in the first place. People will again be living in shacks and on road allowances. There will be no way to address emergency crisis situations such as loss of a heat source or other condition that threatens people's health and safety and can possibly lead to loss of life. People will lack basic facilities such as sewer and water and will face electrical and structural inadequacies. There will be overcrowding. The budget will ensure that CMHC's national occupancy standards become meaningless. The vicious cycle of deteriorated stock degenerating even more rapidly will surely take place, because of the overcrowded conditions that will prevail.

The committee has travelled extensively into areas where our people live and know full well the conditions we speak of.

[Translation]

J'attire votre attention sur la page 16, où vous trouverez les tableaux. Il est très important de jeter un coup d'oeil sur ces tableaux afin de bien comprendre le genre de programme que l'on supprime. Au premier tableau des coûts en immobilisations moyens, on trouve le logement sans but lucratif, le logement urbain et le logement pour autochtones en milieu rural. Les chiffres sont de 86, 83,4 et 98,2 millions de dollars respectivement. Ces trois colonnes sont donc disparues en fait. Il reste 102,7 millions de dollars pour le logement dans les réserves. Les autochtones vivant dans les réserves reçoivent aussi 131 millions de dollars en subventions d'équipement, 65 millions de dollars pour les services, ce qui donne environ 300 millions de dollars au total.

La même chose se répète dans le cas des engagements du PAREL qui suivent. Il ne restera plus que les budgets affectés au logement dans les réserves. Les quatre autres colonnes disparaîtront à la fin de l'exercice en cours.

Il importe de signaler à ce sujet que le ministre des Finances, l'honorable Don Mazankowski, a parlé d'éliminer ces programmes à cause de leurs répercussions financières à long terme. Il s'agit uniquement de financement à court terme sous forme de prêts. Le pourcentage des subventions est très faible.

Dans le cas du tableau suivant, c'est la même chose. Il ne restera que le programme de logement dans les réserves. Les autres programmes disparaîtront.

Il est très important de se rendre compte du nombre même de programmes et des sommes qui disparaîtront du programme et de l'économie canadienne.

Inutile de dire que nous trouvons ces mesures dévastatrices et tout à fait inacceptables. Nous voulons que vous nous aidiez à renverser cette décision. Si l'on annule ces programmes sans les remplacer par autre chose, l'économie ou nous-mêmes n'en tirerons aucun avantage. Ces mesures sont régressives.

S'il n'y a pas de programme afin de continuer de répondre aux besoins des Métis et de beaucoup d'autres gens qui se trouvent dans une situation semblable, les répercussions sociales seront très graves. Beaucoup de familles nouvelles se retrouveront, avant longtemps, dans la situation difficile même qui a donné naissance à ces programmes. Des gens vivront de nouveau dans des cabanes et sur des emprises. On ne pourra pas réagir aux urgences comme la perte d'une source de chauffage ou d'autres catastrophes qui mettront en danger la santé et la sécurité des gens et qui pourraient même être mortelles. Les gens ne bénéficieront pas d'infrastructures de base comme les services d'eau et d'égout et auront des problèmes d'électricité et de structure. Des logements seront surpeuplés. Le budget rendra sans effet les normes nationales de la SCHL dans le domaine du logement. On ne pourra éviter le cercle vicieux d'un stock détérioré qui se dégrade encore plus rapidement à cause du surpeuplement général qui prévaut.

Le comité s'est rendu souvent dans des régions où vivent les Métis et sait très bien de quoi nous voulons parler.